



PROGRAMME « RENFORCER LES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE FACE AUX CATASTROPHES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE »

Résultat 2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux

Rapport d'activité Juillet 2018 au Juin 2019



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA

© Facilité Mondiale pour la Prévention des Catastrophes et le Relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne », mis en œuvre dans le cadre du Programme Afrique Caraïbes et Pacifique–Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2019; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.



Addis Ababa, Ethiopie.
Crédit photo: iStockphoto

Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne » :

Résultat 2

Rapport d'activités 2018-19

Ce rapport résume les activités et les réalisations relevant du Résultat 2 du programme **Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne** : les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de prévention des risques de catastrophes afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACC	Adaptation au changement climatique
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
BAfD	Banque africaine de développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales africaines
CUA	Commission de l'Union africaine
DiMSUR	Disaster Risk Management Sustainability and Urban Resilience (Gestion des risques de catastrophes, durabilité et résilience urbaine)
DRF	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement post-catastrophe)
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GHACOF	Greater Horn of Africa Climate Outlook Forum (Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
Hydromet	hydrologie et météorologie
ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Centre (Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
NDRR	Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles
NWU	South Africa North West University (Université du Nord-Ouest de l'Afrique du Sud)
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires)
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRC	Prévention des risques de catastrophes
R2	Programme du Résultat 2
RIASCO	Regional Interagency Standing Committee on Disasters (Comité permanent inter-organisations régional sur les catastrophes)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
UE	Union européenne
UNDRR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
WASCAL	West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use (Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres)
WRC4	Fourth World Reconstruction Conference (Quatrième Conférence Mondiale sur la Reconstruction)
SCTP	Social Cash Transfer Program
SIDA	Swedish International Development Agency
SFDRR	Sendai Framework for Disaster Risk Reduction
UAIS	Uganda Agriculture Insurance Scheme
UN	United Nations
UNDRR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction
URF	Understanding Risk and Finance Conference
USAID	United States Agency for International Development
WB	World Bank
WFP	World Food Programme
WRC4	World Reconstruction Conference

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
À propos du programme.....	2
Faits saillants de l'exercice 2019	7
Le programme au sein de la CEEAC	11
Le programme au sein de la CEDEAO	19
Le programme au sein de l'IGAD	25
Le programme au sein de la SADC	29

Introduction

Le cyclone tropical Idai, qui s'est abattu en mars 2019 près de la ville portuaire de Beira au Mozambique, était la plus grave catastrophe naturelle à frapper l'Afrique australe depuis plus de 30 ans, causant des dommages généralisés au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe. Cette catastrophe est un rappel de la grande vulnérabilité des pays d'Afrique subsaharienne aux catastrophes naturelles. Elle sert aussi de rappel que l'impact des catastrophes naturelles se fait sentir le plus souvent à l'échelle régionale, et que des interventions régionales s'imposent pour aider les populations et les communautés touchées à se relever.

Le programme du Résultat 2 fait partie du programme de *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne*, lancé en 2015 par le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne (UE). Il met en œuvre un cadre global de gestion des risques de catastrophes (GRC) en Afrique, couvrant l'identification, l'évaluation, la préparation, la réduction, et le financement des risques, ainsi que le relèvement et la reconstruction résiliente. Depuis 2015, le programme du Résultat 2 élargit et renforce les capacités de quatre communautés économiques régionales africaines (CER), à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* - IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community* - SADC). Il vise à améliorer la coordination, la planification, les conseils stratégiques et la diffusion des connaissances, à faire progresser les programmes régionaux de GRC et à mieux soutenir leurs États membres respectifs dans la prise de décisions éclairées pour renforcer leur résilience aux catastrophes.

Ce rapport d'activité donne un aperçu des activités mises en œuvre entre juillet 2018 et juin 2019 (exercice 2019) par le programme du Résultat 2. Il souligne l'assistance technique déterminante apportée par les CER à leurs États membres par des formations destinées aux parties prenantes nationales et régionales de la GRC, à savoir des acteurs des administrations publiques, du milieu universitaire, de la société civile et du secteur privé. L'exercice écoulé a été ponctué par plusieurs moments phares, parmi eux les tout premiers Forums Hydromet organisés par la CEEAC et la CEDEAO, qui ont été l'occasion de démontrer les avantages de la prestation de services hydrologiques et météorologiques dans un éventail de secteurs, dont ceux de l'agriculture, de l'eau, de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement, des transports, de l'aviation civile, de l'énergie et de la GRC. L'IGAD a organisé trois forums consécutifs sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique, qui ont fourni aux participants des informations cruciales sur les systèmes d'alerte précoce de phénomènes climatiques et les rapports pertinents sur les prévisions climatiques et météorologiques. La SADC a organisé plusieurs réunions et formations importantes, notamment sur les évaluations des risques d'aléas et de catastrophes après le passage du cyclone tropical Idai.

Comme le montrent les activités entreprises dans le cadre du programme du Résultat 2, la prévention et la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles, et la préparation à ceux-ci, représentent un enjeu qui occupe une place d'importance grandissante dans le programme d'action des gouvernements d'Afrique subsaharienne. Étant donné que les catastrophes ont des effets dévastateurs sur des pays et des sous-régions entières, l'adoption d'une approche multisectorielle est indispensable pour préserver les progrès de développement en Afrique subsaharienne qui reposent sur des améliorations en matière de coordination, de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances dans le domaine de la prévention des risques de catastrophes (PRC).

À propos du programme

Contexte

En 2015, l'UE et le Groupe des Etats ACP ont établi le programme *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne* pour 2015-2020, financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement. Le programme a comme objectif globale de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique sur la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable. Pour ce faire, cinq Résultats ont été retenus pour une mise en œuvre par plusieurs partenaires et qui forment ensemble un cycle complet de mesures de gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités. Il s'agit des résultats suivants :

R1

Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophes. *Mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine (AUC) et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (United Nations Office for Disaster Risk Reduction - UNDRR).*

R2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. *Mis en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery - GFDRR).*

R3

Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. *Mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAfD).*

R4

Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. *Mis en œuvre par l'UNDRR.*

R5

Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. *Mis en œuvre par la GFDRR.*

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre des Résultats 2 et 5. Le présent rapport d'activité couvre les réalisations du Résultat 2.

Le programme du Résultat 2 est financé grâce à une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros au Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (*Natural Disaster Risk Reduction - NDRR*). Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme ACP-UE NDRR de l'exercice 2019.

Objectif

L'objectif spécifique du programme du Résultat 2 est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de prévention des risques de catastrophes et de gestion des risques au niveau régional dans les communautés économiques régionales d'Afrique suivantes :**

1. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (la CEEAC), dont le siège est situé à Libreville au Gabon (<http://www.ceeac-eccas.org>) ;
2. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO), dont le siège est situé à Abuja au Nigeria (<http://www.ecowas.int>) ;
3. L'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD, *Intergovernmental Authority on Development*), dont le siège de l'unité de prévention des risques est situé au Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD (ICPAC) à Nairobi au Kenya (<http://www.igad.int>) ;
4. La Communauté de développement de l'Afrique australe (la SADC, *Southern African Development Community*), dont le siège est situé à Gaborone au Botswana (www.sadc.int).

Le programme du Résultat 2 atteint son objectif par la mise en œuvre des activités suivantes :

1. Renforcer les capacités de coordination des CER afin de faire progresser l'agenda régional en matière de GRC ;
2. Renforcer les capacités des CER en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, pour que les CER appuient leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes, et pour qu'elles apportent un meilleur appui aux programmes régionaux et sous-régionaux de GRC ;
3. Mettre à disposition une plateforme de sensibilisation et améliorer la coopération et le travail en réseau entre établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux. Les CER, les gouvernements de leurs États membres, les décideurs et les professionnels de la GRC auront ainsi accès aux savoirs techniques et aux meilleures pratiques opérationnelles d'un large éventail de parties prenantes.

Ces activités reprennent et appuient l'approche stratégique énoncée dans le Plan d'action de la CUA, les stratégies de PRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015-2030. Elles visent les quatre CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux et des organisations techniques d'Afrique.

Résultats attendus et objectifs

Les principaux résultats attendus du programme du Résultat 2 sont les suivants :

1. Opérationnalisation des stratégies de PRC des CER conformément à leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
2. Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités nationales de prise de décisions.
3. Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER d'une part et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux de l'autre, en vue de renforcer la GRC et de l'intégrer dans le développement durable.
4. Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres des CER à l'élaboration de politiques et de stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national.
5. Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins post-catastrophe (*Post-Disaster Needs Assessment* - PDNA) et la planification du relèvement/de la reconstruction.

L'accomplissement des résultats attendus est mesuré par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici juillet 2020 :

1. Les quatre CER africaines ont rendu opérationnelles leurs stratégies de PRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
2. Au moins huit ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés sous la direction de leurs CER concernées.
3. Les quatre CER africaines ont renforcé leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques.
4. Les quatre CER ont développé et/ou amélioré leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) et la planification du relèvement.

Comment nous travaillons

Les activités effectuées dans le cadre du programme du Résultat 2 sont mises en œuvre par les quatre CER et par des équipes de la Banque mondiale. La GFDRR assure la coordination au jour le jour avec la Commission européenne, le Secrétariat ACP, les partenaires d'exécution du programme ACP-UE de *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne* et les autres parties prenantes concernées.

La gouvernance du programme du Résultat 2 est assurée par le comité de pilotage du programme ACP-UE NDRR, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat ACP et de la Banque mondiale. Celui-ci se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global ainsi que de faire le point sur la situation financière et le statut du cadre de suivi du programme du Résultat 2. Au cours de l'exercice 2019, le comité de pilotage s'est réuni à Bruxelles, en Belgique, en février 2019.

D'autre part, le programme du Résultat 2 est également représenté lors des réunions du comité de pilotage du programme de *Renforcement de la résilience aux aléas naturels en Afrique subsaharienne*. Au cours de l'exercice 2019, une réunion du comité de pilotage a eu lieu à Yaoundé, au Cameroun, en septembre 2018, suivie d'une deuxième à Hawassa, en Éthiopie, en avril 2019.



Stone Town, Zanzibar

Crédit photo: iStockphoto

Thématique transversale : Inclusion du genre et actions de mobilisation de la société civile

L'**inclusion du genre** constitue un principe opératoire essentiel pour la GFDRR, qui a lancé son Plan d'action du genre 2016-2021¹ pour accélérer son engagement à comprendre et adresser les différents besoins entre hommes et femmes et favoriser l'autonomisation des femmes en vue de renforcer leur résilience. Cette thématique met l'accent sur (i) des services de programmation, d'analyse et de conseil et sur (ii) les connaissances, l'apprentissage et l'innovation.

D'importants progrès ont été accomplis en matière d'intégration de considérations relatives au genre dans le programme du Résultat 2. Un aspect essentiel des activités de renforcement de la résilience aux aléas naturels consiste à privilégier l'intégration de la dimension du genre dans la PRC et la GRC, en incluant tous les segments de la société et en tenant compte des vulnérabilités différentes qui existent entre les femmes et les hommes. À cet égard, depuis avril 2019, la CEEAC, la CEDEAO et la SADC élaborent des stratégies et des plans d'action régionaux relatifs au genre, qui seront finalisés d'ici avril 2020 en vue de les présenter à leurs États membres respectifs. L'objectif de cette activité est d'élaborer une stratégie et un plan d'action en matière de genre sur 10 ans qui soient à la fois pratiques, ambitieux et réalistes, en vue d'intégrer les considérations du genre dans les politiques, les plans d'action et les programmes de GRC.

En outre, les CER ont encouragé la participation des femmes à des activités de renforcement des capacités en matière de GRC et d'adaptation au changement climatique (ACC). Au cours de l'exercice 2019, 417 femmes ont participé à 42 événements avec le soutien du programme. Des représentants des CER ont participé à des rencontres internationales axées sur les questions du genre et de l'inclusion sociale, notamment à la journée de partage des connaissances, à Bruxelles en novembre 2018, et à la quatrième édition de la Conférence mondiale sur la reconstruction, à Genève en mai 2019.

En 2018, la GFDRR a lancé le Plan d'action de **participation citoyenne** 2019-2023² afin d'accroître la part des subventions comportant des activités de participation citoyenne dans le portefeuille de la GFDRR. Ce n'est que par la mobilisation de la société civile qu'il sera possible de renforcer les capacités des CER dans les domaines de la coordination, de la planification et des conseils stratégiques en matière de PRC.

Depuis le début du programme, les CER ont vivement incité la participation d'organisations de la société civile (OSC) dans leurs engagements. Les activités de renforcement des capacités des CER et leur participation à des événements et à des forums internationaux sollicitent le plus possible la mobilisation de la société civile afin d'accroître les liens et d'améliorer la coordination de la PRC aux niveaux régional et sous-régional. Au cours de l'exercice 2019, plusieurs collaborations spécifiques entre les CER et la société civile sont à mettre en avant. La CEEAC a continué de travailler aux côtés du Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale (REPARC). De nombreuses OSC se sont réunies lors d'événements de grande envergure soutenus par les CER, tels que les Forums Hydromet organisés par la CEDEAO et la CEEAC, les trois Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique organisés par l'IGAD, et un atelier de formation organisé par la SADC à l'intention des responsables de la gestion des catastrophes sur les systèmes de prévisions météorologiques et d'alerte précoce avec le Centre africain d'études de catastrophes.

¹ Le Plan d'action du genre de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://www.gfdr.org/en/gfdr-gender-action-plan-2016-2021>

² Le Plan de participation citoyenne de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://www.gfdr.org/sites/default/files/Draft%20Citizen%20Engagement%20Action%20Plan.pdf>

Faits saillants de l'exercice 2019

Dans le cadre du programme du Résultat 2, **près de 1 800 parties prenantes**, dont 417 femmes, ont participé à **42 événements de renforcement des capacités** au cours de l'exercice 2019. Parmi ces parties prenantes, 766 personnes ont été formées à la GRC, 189 ont reçu une formation aux méthodologies d'évaluation des besoins post-catastrophe et du cadre de relèvement post-catastrophe (DRF) et 809 ont été invitées à des conférences.



La **CEEAC** a continué de renforcer et d'intensifier son engagement régional en faveur de la PRC. En novembre 2018, le tout premier **Forum Hydromet de la CEEAC** a eu lieu au Gabon, réunissant 143 participants des 11 pays membres de la CEEAC, ainsi que de plusieurs organisations internationales. La **7^e Plateforme Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophes** s'est tenue au Burundi en janvier 2019 sur le thème « *Définition d'un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre d'action de Sendai en Afrique Centrale.* » En avril 2019, la CEEAC a également organisé une formation PDNA/DRF au Tchad sur les questions relatives aux personnes déplacées et aux risques sanitaires.



La **CEDEAO** a poursuivi le soutien qu'elle apporte à ses États membres pour renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination de la PRC. Le **premier Forum Hydromet et la plateforme de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO** a eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en septembre 2018, réunissant 218 participants issus d'organismes publics, de partenaires du développement, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé. En avril 2019, une consultation a eu lieu à Dakar, au Sénégal, pour faciliter l'élaboration de **la stratégie de gestion des inondations de la CEDEAO** et de l'Initiative Hydromet de la CEDEAO. Un atelier de formation sur la préparation aux catastrophes a également eu lieu à Lomé, au Togo, en avril 2019.



L'**IGAD** a continué de fournir à ses États membres une assistance technique en termes de réduction des risques de catastrophes, en renforçant leurs capacités en matière de PRC par le recours à des **technologies d'observation de la Terre et d'informations géospatiales**. Des orientations stratégiques ont également été fournies aux participants des Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique qui ont eu lieu en août 2018, en février 2019 et en mai 2019. Ces participants représentaient des institutions nationales de GRC et des représentants des médias et ont reçu des directives pour fournir aux acteurs climatologiques nationaux **des informations sur les systèmes d'alerte précoce d'événements climatiques et les prévisions météorologiques**.



La **SADC** a organisé plusieurs réunions et formations cruciales, notamment sur les évaluations des risques d'aléas et de catastrophes après le passage du cyclone tropical Idai en mars 2019. La SADC a également dispensé une formation aux responsables de la gestion des catastrophes sur **les systèmes de prévisions météorologiques et d'alerte précoce** avec le Centre africain d'études de catastrophes et la « *North West University* » d'Afrique du Sud en août 2018. Une **nouvelle collaboration entre le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat) et le Centre technique sous-régional pour la gestion des risques de catastrophes, du développement durable et de la résilience urbaine en Afrique australe** a été lancée pour soutenir la planification de la résilience urbaine et fournir des conseils stratégiques à huit villes de la région de la SADC. En plus de cela, un atelier régional sur la préparation au phénomène El Niño a eu lieu en Namibie en décembre 2018.



Khartoum, Soudan.
Crédit photo: iStockphoto

Activités à l'échelle du programme

Coordination avec les autres Résultats

Les activités à l'échelle du programme nécessitent (et encouragent) une coordination régulière entre les partenaires du développement, en particulier entre les partenaires chargés de la mise en œuvre des quatre Résultats du programme de *Renforcement des capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. Les CER sont présents au Comité de pilotage de ce Programme, qui vise à superviser et à valider la direction stratégique globale et l'orientation politique du Programme. En outre, le Comité de pilotage se déroule en marge du Groupe de travail Afrique sur la PRC, qui réunit plusieurs parties prenantes clés, dont la CUA, les États membres et les partenaires du développement. Le Comité de pilotage est donc l'occasion pour les CER de se concerter avec les autres Résultats du Programme, ainsi qu'avec des parties prenantes internationales, régionales et nationales de GRC. Au cours de l'exercice 2019, deux réunions du Comité de pilotage ont eu lieu :

- La 6^e réunion du Comité de pilotage³ s'est tenue le 6 septembre 2018 à Yaoundé au Cameroun, en marge de la 13^e session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes (4-5 septembre).
- La 7^e réunion du Comité de pilotage a eu lieu le 5 avril 2019 à Hawassa en Éthiopie, en marge de la 14^e session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes (3-4 avril).

Conférences internationales



Participants à la journée de réflexion du 9 novembre 2018.

Source : Commission européenne

Le 9 novembre 2018, **une journée de réflexion sur le programme ACP-UE NDRR** a eu lieu à Bruxelles en Belgique, qui a attiré plus de 90 participants, dont de hauts fonctionnaires des pays ACP et des Communautés économiques régionales, du Secrétariat ACP, de la Commission européenne et de la Banque mondiale. Le thème de la journée de réflexion portait sur « l'intégration de la GRC et de l'ACC dans les pays ACP. » Les représentants de la PRC et de la GRC de la CEEAC, de la CEDEAO, de

l'IGAD et de la SADC qui y assistaient ont pu faire part de leurs points de vue. Les observations formulées par des participants des CER ont souligné les nécessités suivantes : améliorer la collaboration entre les domaines de la GRC, de l'adaptation au changement climatique et du développement ; soutenir la planification en augmentant le partage de données de PRC entre scientifiques et d'autres institutions de GRC, et réduire la dépendance vis-à-vis des financements externes. Les représentants des CER ont observé que, s'il était certes important de sensibiliser davantage le public à la GRC et de soutenir le développement de la législation en matière de GRC, il n'en demeurerait pas moins nécessaire d'aller au-delà d'une démarche de sensibilisation pour passer à la mise en œuvre de solutions et à l'adoption de la législation allant dans ce sens.

Le rapport de synthèse de la journée de réflexion, une courte vidéo, ainsi que toutes les présentations PowerPoint données lors de la réunion sont disponibles sur le lien suivant : <https://bit.ly/2YGIM5A>

³ La 1^{re} réunion du Comité de pilotage a eu lieu à Addis-Abeba le 18 février 2016, la 2^e à Livingstone le 27 octobre 2016, la 3^e à Addis Abeba le 9 mars 2017, le 4^e à Mombasa au Kenya le 28 septembre 2017, la 5^e à Bahir Dar en Éthiopie le 15 mars 2018. Le Comité de pilotage du Programme est composé de la CUA, des CER, de la BAfD, de l'UNDRR, de la Banque mondiale-GFDRR et du Secrétariat ACP, ainsi que de l'UE, du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques et du gouvernement hôte.

La quatrième édition de la **Conférence mondiale sur la reconstruction** (*World Reconstruction Conference - WRC4*) s'est tenue à Genève les 13 et 14 mai 2019 en conjonction avec la 6^e Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (Genève, 13-17 mai 2019), et ont rassemblé plus d'un millier de participants issus d'administrations publiques nationales et locales, de la société civile, du secteur privé, du milieu universitaire et d'organisations internationales du monde entier. L'objectif global de la conférence était de parvenir à un consensus en vue de renouveler et d'accélérer les efforts à la réalisation de processus inclusifs pour le relèvement. La conférence visait à prôner une démarche d'inclusion pour un relèvement axé sur la résilience et a examiné les raisons pour lesquelles certains groupes minoritaires sont les laissés pour compte des processus de relèvement post-catastrophe, ainsi que les moyens à déployer pour mieux les inclure.

En plus d'organiser une retraite stratégique (voir ci-dessous), le programme du Résultat 2 a permis aux représentants des quatre CER participants d'assister à la conférence et de participer aux nombreuses sessions qui portaient sur divers thèmes : protection civile, milieux urbains et ruraux, financement des risques, mise en avant du leadership des femmes en situation de relèvement, sensibilité aux conflits, pour ne citer qu'eux. En outre, des démonstrations de formation post-catastrophe ont été organisées pendant les deux jours de la conférence.

- De plus amples informations sur la WRC4 sont disponibles (en anglais) sur <https://www.gfdr.org/en/WRC4>.
- Le communiqué commun est disponible (en anglais) sur <https://bit.ly/2VSNjN8>.
- Le lien vers la vidéo et toutes les interviews (en anglais) est disponible sur <https://bit.ly/2ERIKZb>.

En marge de la WRC4, **une retraite stratégique sur le programme du Résultat 2** a eu lieu le 12 mai 2019 à Genève, à laquelle ont participé des représentants de la CEEAC, de la CEDEAO, de l'IGAD, de la SADC, de la GFDRR et de la Banque mondiale, en vue de convenir des prochaines étapes de leurs plans d'action respectifs.



Lac Yoa, Tchad
Crédit photo:
iStockphoto



Le programme au sein de la CEEAC

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réunit 11 États membres d'Afrique centrale d'une population totale de plus de 181 millions d'habitants : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le mandat de la CEEAC est de promouvoir la coopération régionale entre ses États membres ainsi que leur intégration régionale. Celui-ci consiste à diriger le dialogue politique sur la prévention des risques de catastrophes et le changement climatique, pour lequel la coopération régionale en est encore au stade de l'élaboration ; jusqu'ici, la collaboration s'était axée sur les questions de paix et de stabilité dans la région des Grands Lacs et en République centrafricaine.

La région s'étend sur un vaste territoire et elle est vulnérable à une grande variété de risques de catastrophes naturelles. La République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo figurent à l'indice INFORM 2018 pour la gestion des risques parmi les 10 pays les plus confrontés au plus haut risque de catastrophes à l'échelle mondiale. Les risques de catastrophes naturelles en Afrique centrale sont exacerbés par la détérioration de l'environnement, comme le déboisement de la forêt du Bassin du Congo.

Au sein de la CEEAC, l'unité GRC et ACC est incorporée dans le Département de l'intégration physique, économique et monétaire (DIPEM). La politique générale de la CEEAC traite de la prévention des risques de catastrophes en prévoyant trois priorités stratégiques concernant la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, adoptée en 2007 : (i) la lutte contre la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification, (ii) la lutte contre le changement climatique, et (iii) l'évaluation et l'alerte précoce de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. En 2017, les ministres ont adopté une version révisée de la stratégie régionale d'Afrique centrale de 2012 pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique, afin de l'aligner sur les quatre priorités du Cadre de Sendai pour la prévention des risques de catastrophes.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la CEEAC au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

1. Renforcement des connaissances régionales en matière d'aléas, de vulnérabilité et de risques par la cartographie des aléas transfrontaliers.
2. Renforcement des capacités régionales et nationales dans les domaines de la PRC et de l'ACC.
3. Renforcement du dialogue politique et de la législation traitant de la PRC et de l'ACC.
4. Renforcement des capacités régionales pour les interventions et les évaluations post-catastrophe et pour la planification de la reconstruction.
5. Renforcement des capacités techniques et de gestion au sein du Secrétariat de la CEEAC.

Activités au sein de la CEEAC, Exercice 2019

La **CEEAC** a continué de renforcer et d'intensifier son engagement régional en faveur de la PRC. En novembre 2018, le tout premier Forum Hydromet de la CEEAC a eu lieu au Gabon, réunissant 143 participants des 11 pays membres de la CEEAC, ainsi que de plusieurs organisations internationales. La 7e Plateforme Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophes s'est tenue au Burundi en janvier 2019 sur le thème « Définition d'un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre d'action de Sendai en Afrique Centrale. » En avril 2019, la CEEAC a également organisé une formation PDNA/DRF au Tchad sur les questions relatives aux personnes déplacées et aux risques sanitaires.

Composante 1 : Renforcement des connaissances régionales sur les aléas, les vulnérabilités et les risques par la cartographie des risques transfrontaliers

La CEEAC a commencé à élaborer une **évaluation régionale qui contribuera à mieux comprendre les aléas, les vulnérabilités et les risques de catastrophes** présents en Afrique centrale. Plus précisément, l'évaluation permettra de relever les domaines qui revêtent une importance régionale pour gérer les catastrophes naturelles et elle fournira des orientations sur des politiques connexes dans la région. Le mandat du consortium sélectionné pour faire cette évaluation régionale a été finalisé et son passage à la phase opérationnelle se fera au cours de l'exercice 2020. Ce travail a notamment comme implications la détermination et la cartographie des aléas et des risques majeurs tant au niveau régional que national, ainsi que la prestation de services de renforcement des capacités à des parties prenantes d'Afrique centrale portant sur la réalisation d'une évaluation de pointe des aléas, des vulnérabilités et des risques, comprenant l'utilisation de données et d'informations pertinentes. Ces connaissances sur les aléas, les vulnérabilités et les risques seront utiles aux communautés, aux pays et aux organismes régionaux d'Afrique centrale dans leurs processus de développement respectifs ; elles seront également utiles à toutes les parties prenantes d'Afrique centrale en termes de développement durable et résilient face au changement climatique.

Composante 2 : Renforcement des capacités régionales et nationales en matière de PRC et d'ACC

La **Stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophes, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique** et son plan d'action ont été mis à jour en phase avec le Cadre de Sendai et ont également été traduits et imprimés dans les quatre langues officielles de la CEEAC : le français, l'anglais, le portugais et l'espagnol. Les documents ont été téléchargés et pourront être consultés sur la page Web de la CEEAC consacrée à la GRC, dorénavant opérationnelle, pour fournir des informations à ses États membres et aux parties prenantes : www.grc-ceeac.org. D'autres produits, notamment un dépliant et des bannières déployables (kakémonos), ont également été créés pour les activités de sensibilisation de l'unité GRC et ACC de la CEEAC.

Les activités **de renforcement des capacités et de consolidation institutionnelle** dans les États membres de la CEEAC se sont poursuivies afin d'élaborer et de renforcer les stratégies nationales de PRC et de GRC en Afrique centrale, conformément au Cadre de Sendai. Un consortium a été sélectionné en juin 2019 pour contribuer au renforcement des capacités des experts en GRC et des principales parties prenantes de la région de la CEEAC. Le consortium retenu est composé de l'Institut de recherche pour le développement (l'IRD, un institut français), le CERFE (un institut italien de recherche et de formation), ainsi que le Centre climatique international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et l'Université de Buea (Cameroun). Ce consortium fournira au Secrétariat de la CEEAC et à ses États membres un rapport d'enquête de base qui présentera un tour d'horizon détaillé des besoins actuels de la région en matière de renforcement des capacités. Deux ateliers régionaux de formation sur le développement des capacités en matière de PRC seront organisés pour faciliter l'échange de connaissances sud-sud et le partage des bonnes pratiques en matière de GRC au niveau régional. Ces activités de renforcement des capacités concernent des acteurs d'horizons divers, des médias, d'universités, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé afin de mieux contribuer à la mise en œuvre d'activités de PRC en Afrique centrale. Celles-ci s'accompagneront de l'élaboration d'un module de formation en ligne sur la PRC pour le développement des capacités et d'un rapport complet sur les enseignements tirés, les bonnes pratiques et des recommandations d'améliorations à apporter.

La CEEAC a commencé à élaborer une stratégie du genre et un plan d'action pour la PRC (voir *Pleins phares* à la page 17).

Plusieurs activités ont été entreprises pour **renforcer le travail au jour le jour des points focaux nationaux de la CEEAC chargés de la GRC**. Celles-ci comprennent un volet de soutien logistique sous forme de matériel informatique et de communication. La CEEAC a lancé un appel d'offres à cet effet en juin 2019. Les points focaux nationaux seront équipés d'ordinateurs, d'imprimantes et de modems Wi-Fi. Ces activités seront complétées au cours de l'exercice 2020 par des formations organisées pour les points focaux GRC nationaux à l'utilisation des différents logiciels qui seront fournis et installés.

Par ailleurs, six opportunités de stage pour des étudiants en master ont été ouvertes afin de renforcer les capacités de GRC et d'ACC au sein de la CEEAC. Deux premiers étudiants de l'université de Marien Ngouabi (République du Congo) et de l'université de N'Djamena (Tchad) ont commencé leur stage en juillet 2019. Ces stages seront l'occasion pour de jeunes étudiants de découvrir les actions réalisées au secrétariat général de la CEEAC. Les stagiaires contribueront aussi à la création d'une base de données regroupant les résultats des travaux de recherches universitaires sur la GRC et l'ACC effectués par des étudiants, qui sera mise à la disposition des États membres. L'objectif recherché est également de permettre à la CEEAC de développer l'expertise future parmi les États membres et dans la sous-région

Composante 3 : Renforcement du dialogue politique et de la législation sur la PRC et l'ACC

Du 14 au 16 novembre 2018, la CEEAC et la Banque mondiale ont organisé le premier **Forum Hydromet de la CEEAC** en partenariat avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la BAFD, l'UNDRR et d'autres partenaires au développement. Cet événement a servi de plateforme d'échange de vues sur les contributions que des services hydrométéorologiques peuvent apporter à un développement résilient au changement climatique et à la planification de l'adaptation. Y ont assisté 143 participants des 11 États membres de la CEEAC et d'organismes internationaux. On comptait parmi eux des points focaux nationaux et des experts en hydrologie, en météorologie, ainsi que des participants venant de la société civile, du milieu universitaire et des médias. Des parlementaires du Réseau REPARC, des représentants du secteur privé, d'institutions sous-régionales tels que le Partenariat mondial de l'eau-Afrique centrale, de la Commission du bassin du fleuve Congo, et la délégation de l'UE, y ont également assisté. Le Forum a démontré les avantages de la prestation de services hydrométéorologiques à travers tout un éventail de secteurs, notamment ceux de l'agriculture, de l'eau, de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement, des transports, de l'aviation civile, de l'énergie et de la GRC. Il a également souligné le caractère essentiel que revêtent des services hydrométéorologiques pour améliorer la résilience aux risques climatiques et liés aux catastrophes, afin de protéger la vie et les moyens de subsistance de la population de l'Afrique centrale et en vue de préserver et d'améliorer leurs gains durement acquis et leurs aspirations en matière de développement. À l'issue de longues discussions lors du Forum Hydromet, les représentants d'institutions des États membres de la CEEAC, des membres du REPARC et d'autres parties prenantes agissant dans les domaines du renforcement de la résilience aux catastrophes et au changement climatique présents au Forum ont convenu des grandes étapes à suivre pour faire progresser l'agenda Hydromet en Afrique centrale. Dans le communiqué final, les délégués, ont, entre autres :

- appelé les partenaires à intensifier leur soutien à la modernisation des services hydrométéorologiques, d'alerte précoce et de GRC ;
- appelé à un soutien accru de la part des gouvernements nationaux pour veiller à ce que les services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce présents dans le pays disposent d'un cadre propice et des moyens financiers pour s'acquitter adéquatement de leurs missions ;
- reconnu l'importance du Réseau REPARC pour la promotion de la résilience aux catastrophes et l'ACC de l'Afrique centrale ;
- insisté sur l'importance d'accélérer la mise en service du Centre climatologique régional pour l'Afrique centrale, établi à Douala, qui desservira la région de la CEEAC ;
- exhorté la CEEAC et ses États membres à intensifier le soutien apporté à la recherche appliquée et à la formation professionnelle dans les domaines de la météorologie, de l'eau, du climat et des services d'alerte précoce ;
- souligné l'importance de prôner l'intégration de la dimension du genre et l'inclusion des jeunes, des groupes vulnérables et des organisations communautaires dans la conception et la mise en œuvre d'approches intégrées pour des services météorologiques, hydrologiques, climatologiques et d'alerte précoce en faveur du développement durable.

L'ordre du jour du Forum Hydromet de la CEEAC et un résumé du communiqué final sont disponibles (en anglais) sur le lien : www.bit.ly/ECCASHydromet

Un article sur le forum est également disponible (en anglais) sur : <https://goo.gl/c2nLm3>



La CEEAC a organisé la **7^e Plateforme Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophes** du 28 janvier au 1^{er} février 2019 à Bujumbura au Burundi. La plateforme était axée autour du thème « *Définition d'un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre d'action de Sendai en Afrique Centrale.* »

Plus de 65 participants y ont assisté, parmi eux des experts GRC des États membres de la CEEAC, ainsi que des représentants de REPARC, de la Croix-Rouge nationale, d'ONG, de la délégation de l'UE et d'autres parties prenantes du développement.

Plusieurs recommandations ont été adressées au Secrétariat de la CEEAC, aux États membres de la CEEAC et à leurs partenaires quant aux besoins de renforcement des capacités dans les domaines de la GRC et de l'ACC, du renforcement des services hydrométéorologiques et de l'importance du réseau REPARC. Ce dernier a également tenu sa réunion annuelle à Bujumbura en marge de la plateforme, lors de laquelle plusieurs de ses activités ont été discutées, dont l'adoption d'une loi spécifique relative à la PRC dans la législation de chacun de ses États membres.

En décembre 2018, l'unité GRC de la CEEAC a participé à la **24^e Conférence des Parties (COP24)** à Katowice, en Pologne, en vue de renforcer le leadership du Secrétariat de la CEEAC dans les domaines de la consolidation de services météorologiques, hydrologiques et climatologiques au titre de leur mandat régional afin d'améliorer la fourniture de biens publics, ainsi qu'à l'appui de l'ACC et de la GRC. Cette conférence a été l'occasion (i) d'échanger des connaissances, des informations et des idées et de prendre note des progrès réalisés en matière de services climatologiques avec d'autres parties prenantes ; (ii) de sensibiliser les parties prenantes en Afrique centrale aux avantages des investissements dans des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques et dans des systèmes d'alerte précoce ; (iii) de mobiliser de nouveaux partenariats pour la GRC et l'ACC en Afrique centrale et de renforcer le partenariat pour la mise en œuvre d'activités de résilience au changement climatique et de la feuille de route projetée sur la modernisation des services climatologiques ; et (iv) de mettre en valeur les réalisations de la CEEAC dans le domaine de la GRC, y compris la réduction des pertes et dommages liés au changement climatique.



Des participants à la 7^e plateforme Afrique centrale.

Source: ECCAS

Composante 4 : Renforcement des capacités régionales pour les interventions et les évaluations post-catastrophe et pour la planification de la reconstruction

La CEEAC a organisé une **formation à l'évaluation des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement post-catastrophe** à N'Djamena, au Tchad, du 1^{er} au 5 avril 2019, à laquelle ont assisté 65 participants. Une importance particulière a été accordée à la question des personnes déplacées (internes et transfrontalières) et sur les risques sanitaires, alors que le pays et la sous-région font face à une série d'épidémies. Cette formation visait principalement des instances publiques tant au niveau national que local, y compris des représentants de plusieurs ministères ainsi que d'organisations internationales telles que l'UE, l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Programme alimentaire mondial (PAM), UNICEF, la Croix-Rouge tchadienne, l'Agence allemande de développement (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GIZ*), ainsi que plusieurs ONG dont Ades International, BRACED et la Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines.

La CEEAC a amorcé des activités en vue de l'élaboration d'un **cadre régional et de son plan d'action pour des services hydrométéorologiques et climatologiques**. Un appel d'offres a été lancé en juin 2019 pour une étude sur les services au niveau régional et national d'hydrométéorologie et d'alerte précoce en cas d'inondations et de sécheresses. Cette étude dressera un état des lieux approfondi des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques, ainsi que des systèmes d'alerte précoce en Afrique centrale, et élaborera un projet de cadre régional pour améliorer la prise de décision en matière de gestion des inondations et des sécheresses dans la région.



Participants à la formation PDNA et DRF de la CEEAC N'Djamena au Tchad en avril 2019

Crédit photo : Banque mondiale

Pleins phares : Stratégie et plan d'action du genre pour la prévention des risques de catastrophes en Afrique centrale

Les femmes et les filles figurent parmi les groupes les plus vulnérables aux catastrophes naturelles, souvent en raison des restrictions culturelles et comportementales qui leur sont imposées en termes de mobilité sociale et des rôles et responsabilités que leur prescrit la société. Une étape cruciale pour une GRC efficace consiste à comprendre les différences de besoins et de capacités qui existent entre hommes et femmes et d'intégrer les considérations de genre.

En 2019, la CEEAC a amorcé l'élaboration d'une **stratégie et d'un plan d'action du genre pour la PRC**. Des consultations inclusives avec tous les gouvernements de la CEEAC ont été entreprises pour cette mission. Plusieurs autres parties prenantes ont également été consultées, notamment au sein du secteur privé, de la société civile et d'organisations universitaires, dans le but d'élaborer des cadres pratiques sensibles au genre où sont inclus tous les segments de la société, et afin aussi de renforcer les capacités d'intégration du genre dans les initiatives de prévention des risques de catastrophes dans l'ensemble de la région.

Plusieurs mesures concrètes ont déjà été prises pour regrouper les politiques, stratégies et plans pertinents portant sur la GRC et les problèmes liés au genre, l'analyse de ces problèmes dans le contexte de la région CEEAC et l'obtention de retours de la part des unités de la CEEAC chargées de la PRC et du genre. La stratégie et le plan d'action de l'initiative d'intégration du genre ont été convenus avec toutes les parties prenantes concernées et leur rattachement à d'autres politiques a déjà été établi, ce qui souligne bien la valeur ajoutée de cette initiative.

La stratégie et le plan d'action du genre visent à guider les 11 États membres de la CEEAC pour qu'ils accordent **une attention particulière au principe de l'égalité entre hommes et femmes afin d'améliorer l'inclusion économique, sociale et culturelle** de tous. Cette stratégie permettra aux États membres de rationaliser et d'intégrer les principes du genre dans l'ensemble de leurs interventions, ainsi que de sensibiliser le public aux principes de l'égalité du genre, de renforcer les capacités globales des femmes et des jeunes et de solliciter la participation des hommes dans la promotion de l'égalité entre les genres et de la lutte contre les violences basées sur le genre.



Femme avec son enfant a Bissau, Guinée-Bissau.

Crédit photo: iStock



Pointe Noire, République du Congo.
Crédit photo: iStock



Le programme au sein de la CEDEAO

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) rassemble 15 États membres de l'Afrique de l'Ouest, d'une population totale d'environ 320 millions d'habitants, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. La Vision 2020 de la CEDEAO est celle d'une région sans frontières, où les populations peuvent avoir accès à des ressources et en profiter par la création de possibilités pour le développement durable et la préservation de l'environnement.

Les aléas naturels posent une menace réelle en Afrique de l'Ouest, dans la mesure où environ 75 % de sa population vivent dans des régions qui sont frappées au moins une fois tous les deux ans par un cyclone tropical, la sécheresse, des inondations ou des tremblements de terre. Quelques-unes des villes les plus peuplées de l'Afrique telles que Lagos et Abidjan sont situées sur la côte de l'Afrique de l'Ouest ; de grands fleuves, comme le Niger, la Volta, le Sénégal et le Gambie traversent la région, et de vastes zones de savane et du Sahel, vulnérables à la sécheresse, franchissent les frontières nationales.

À la CEDEAO, le programme de PRC relève de la Direction des affaires humanitaires et sociales, sous la direction générale de la Commissaire chargée des affaires sociales et du genre. La CEDEAO s'est engagée à s'acquitter de son mandat de paix et de sécurité et a déclaré dans sa politique de 2006 pour la prévention des risques de catastrophes que les catastrophes et les conflits sont liés et se renforcent mutuellement. La CEDEAO intensifie ses activités de PRC, en adoptant le Plan d'action de PRC pour 2015-2030, qui s'appuie sur la politique régionale de PRC pour 2010-2015 et sur le Cadre de Sendai pour la PRC.

Quatre composantes sont mises en œuvre au sein de la CEDEAO au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

1. Renforcement des politiques et institutions de GRC au plan national et régional ;
2. Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations
3. Amélioration de la planification régionale du relèvement post-catastrophe ; et
4. Renforcement de la capacité et de la coordination pour la GRC.

Activités au sein de la CEDEAO, Exercice 2019

La **CEDEAO** a soutenu plusieurs de ses États membres pour renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination de la PRC, dans le but d'apporter le même soutien à ses 15 pays membres d'ici à mai 2020. Le premier Forum Hydromet et la plateforme Réduction des Risques de Catastrophes de la CEDEAO a eu lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en septembre 2018, réunissant 218 participants issus de gouvernements, de partenaires au développement, de la société civile, du secteur académique et du secteur privé. En avril 2019, une consultation a eu lieu à Dakar, au Sénégal, pour faciliter l'élaboration de la stratégie de gestion des inondations de la CEDEAO et de l'Initiative Hydromet de la CEDEAO. Un atelier de formation sur la préparation aux catastrophes a également eu lieu à Lomé, au Togo, en avril 2019.

Composante 1 : Renforcement des politiques et institutions de GRC au plan national et régional

La CEDEAO a poursuivi le soutien qu'elle apporte à ses États membres **pour renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination de la PRC**. À cet effet, plusieurs événements et ateliers nationaux ont été organisés au cours de l'exercice 2019, fournissant un soutien institutionnel dans les domaines de la GRC, de la coordination et de la consultation des parties prenantes, ainsi que de l'élaboration de politiques et stratégies nationales de PRC. Une **réunion consultative préliminaire des points focaux GRC de la CEDEAO** a eu lieu le 17 juillet 2018 à Abuja, au Nigeria, pour discuter de la stratégie de PRC de la CEDEAO et fournir des orientations en vue de sa mise en œuvre. Il s'agissait en effet de faciliter l'échange de connaissances sur le programme de la PRC dans la région de la CEDEAO. Celle-ci a été suivie de plusieurs ateliers nationaux, auxquels ont assisté des acteurs du secteur privé, de la société civile, de groupes de femmes et de jeunes, d'universités, de ministères et de partenaires au développement.

- À Banjul en **Gambie** du 2 au 4 octobre 2018, 52 participants ont assisté à l'atelier national. Celui-ci a mobilisé le soutien en faveur d'un engagement politique accru pour la PRC en Gambie, se traduisant par des allocations budgétaires suffisantes, et a appelé à un renforcement du rôle du secteur privé dans le domaine de la GRC au sein du pays.
- À Conakry en **Guinée** du 22 au 26 octobre 2018, 59 participants ont assisté à l'atelier national sur la PRC. Cet atelier a été l'occasion de discuter des moyens de renforcer les mécanismes de coordination et de formation sur la PRC et la GRC en Guinée.
- À Niamey au **Niger**, du 19 au 21 mars 2019, une plate-forme nationale pour la PRC a réuni 70 participants. Cet événement a vu la validation de la stratégie nationale de PRC et de son plan d'action, ainsi que l'élaboration d'une feuille de route destinée au gouvernement, s'accompagnant de considérations budgétaires.
- À Bamako au **Mali**, du 25 au 27 mars 2019, 50 participants se sont réunis pour assister à un atelier similaire adoptant la stratégie nationale de PRC.
- À Monrovia au **Liberia**, du 6 au 8 mai 2019, 50 participants se sont réunis pour assister à un atelier sur les principes de PRC qui a permis l'élaboration d'une feuille de route pour aligner sa stratégie nationale sur les politiques respectives de la CEDEAO.
- À Ouagadougou au **Burkina Faso**, du 11 au 13 juin 2019, 57 participants ont assisté au forum national sur la PRC, organisé autour des problématiques de la coordination, de la formulation des politiques ainsi que des secours et du relèvement. Les participants du forum ont adressé leurs recommandations au Conseil national de secours, d'urgence et de réhabilitation.



Participants à l'atelier national d'examen de la stratégie de PRC à Niamey au Niger en mars 2019.

Crédit photo : CEDEAO



Participants lors du forum national sur la PRC à Ouagadougou au Burkina Faso, en juin 2019

Crédit photo : Banque mondiale

Composante 2 : Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations

Le renforcement des capacités régionales de gestion des inondations est essentiel pour aider les États membres de la CEDEAO à se préparer à ce type de catastrophes. Plusieurs activités de renforcement des capacités ont été organisées en collaboration avec le Secrétariat de la CEDEAO au cours de l'exercice 2019, dans le but de renforcer les connaissances et les capacités dans le domaine des inondations pour les États membres de la CEDEAO :

- Le 18 septembre 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, **la collaboration pour la recherche sur les politiques de PRC et la gestion des inondations** a été lancée par le Secrétariat de la CEDEAO et le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (*West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use, WASCAL*). Cette réunion a été l'occasion de discuter de la marche à suivre en matière de soutien politique pour la gestion des inondations, la détection des sites sensibles et le renforcement des capacités autour de la prévision des inondations dans la région de la CEDEAO.
- Du 17 au 21 mars 2019, la CEDEAO et AGRHYMET⁴ ont tenu des discussions à Niamey, au Niger, sur les possibilités **d'une collaboration plus étroite sur la prévision des inondations et sur les services météorologiques et climatologiques**. Une proposition y a été avancée pour renforcer le rôle technique d'AGRHYMET et de fournir à la CEDEAO des conseils techniques sur les services hydrologiques et climatologiques relatifs aux inondations.
- Une **réunion consultative de la CEDEAO sur la stratégie de gestion des inondations** a eu lieu les 1^{er} et 2 avril 2019 à Dakar au Sénégal. Elle a réuni des experts des États membres et d'organismes régionaux, dont le Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement WASCAL, AGRHYMET et l'OMM. La réunion a permis aux participants de (i) débattre de l'ébauche de la stratégie de gestion des inondations de la CEDEAO ; (ii) examiner les rapports techniques sur la cartographie des sites sensibles aux inondations en Afrique de l'Ouest ; (iii) discuter des besoins de renforcement des capacités ; et (iv) faire le bilan des politiques, des stratégies et des approches liées à la gestion des inondations qui existent au sein des États membres, afin de faciliter la formulation de la stratégie de gestion régionale des inondations de la CEDEAO.

Participants à la réunion consultative sur la stratégie de gestion des inondations et le programme Hydromet de la CEDEAO, à Dakar en avril 2019

Crédit photo : Banque mondiale



⁴ Créé en 1974, le centre régional AGRHYMET est une institution spécialisée du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui compte neuf pays membres (le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Il s'agit d'un institut public inter-États basé à Niamey au Niger, qui est doté d'un statut juridique international et d'une autonomie financière. Ses principaux objectifs contribuent à assurer la sécurité alimentaire, à accroître la production agricole dans les États membres du CILSS et à améliorer la gestion des ressources naturelles dans la région du Sahel.

Composante 3 : Amélioration de la planification régionale du relèvement post-catastrophe

Représentants de la CEDEAO au cours de la formation sur les évaluations rapides à Lomé, avril 2019

Crédit photo : Banque mondiale



La CEDEAO a organisé une **formation sur la méthodologie de l'évaluation rapide** qui a eu lieu du 15 au 17 avril 2019 à Lomé au Togo et a réuni 52 participants.

Composante 4 : Renforcement de la capacité et de la coordination pour la GRC

Du 19 au 21 septembre 2018, le **Forum Hydromet et la plateforme Réduction des Risques de Catastrophes de la CEDEAO** a eu lieu à Abidjan en Côte d'Ivoire, réunissant 218 participants, dont 37 femmes, issus des pouvoirs publics, du secteur académique, de la société civile, d'institutions météorologiques, d'ONG, du secteur privé et de partenaires au développement (voir *Pleins phares* à la page 23).

L'objectif de cette rencontre était de débattre et d'arrêter les priorités sur les méthodes visant à renforcer les stratégies et les services d'informations météorologiques, hydrologiques et climatologiques et de GRC, et de discuter des améliorations possibles à apporter à la prestation de services climatologiques pour parvenir à un développement durable et réduire les risques de catastrophes et les risques liés au climat dans la région de la CEDEAO. Le Forum a été organisé sous la direction de la CEDEAO, en partenariat avec la République de Côte d'Ivoire et en étroite coordination avec le Bureau de la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie, le Forum des usagers de l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques, ainsi qu'avec le soutien et les contributions techniques de l'Agence française de développement (AFD), de la BAFD, du Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel, du PNUD, de l'UNDRR, de WASCAL, du PAM, de l'OMM et de la Banque mondiale/GFDRR.

- Les actes du Forum Hydromet de la CEDEAO sont disponibles (en anglais) sur le lien : <https://bit.ly/39MvClh>
- Un article de fond sur le Forum Hydromet de la CEDEAO est disponible (en anglais) sur le lien : <https://bit.ly/2W4SKrc>

Participants à l'atelier de sensibilisation des responsables communautaires à la PRC en avril 2019 à Abidjan.

Source : Banque mondiale



Un atelier de **sensibilisation à la PRC des responsables communautaires** a eu lieu du 2 au 4 avril 2019 à Abidjan en Côte d'Ivoire, en présence de 52 participants. Avec le soutien de la Commission de la CEDEAO, cet atelier a présenté un programme de renforcement des capacités et de formation sur l'intégration de l'information sur les aléas et des principes de PRC dans la planification. Il a également été l'occasion de discuter de partenariats avec le secteur privé et la société civile.

Pleins phares : Stimuler les investissements dans des services d'hydrométéorologie propices au développement résilient dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest

Dans toutes les villes dynamiques ouest-africaines, la variabilité de la météo et du climat se fait profondément ressentir sur les particuliers, les communautés et les industries. De Dakar à Niamey, les habitants sont directement confrontés à l'impact des risques hydrologiques et météorologiques, alors que la hausse des températures et celle du niveau des mers se répercutent sur leur vie au quotidien et sur leurs moyens de subsistance.

Des services d'hydrométéorologie bénéficient directement de la gestion des ressources en eau pour l'irrigation, l'hydroélectricité, les énergies renouvelables et l'amélioration de l'approvisionnement en eau pour les moyens de subsistance. Ils fournissent également des alertes précoces, des alertes et des mises en garde, qui peuvent aider les communautés à adopter des pratiques agricoles plus prévoyantes, de meilleurs systèmes de gestion des ressources et des stratégies améliorées de gestion des risques de catastrophes. Les services d'hydrométéorologie réduisent aussi les impacts socio-économiques des inondations, des sécheresses et des aléas naturels, pour assurer la sécurité alimentaire, atténuer les ramifications de cette situation précaire, et stimuler le tourisme et le commerce, deux secteurs propices au développement économique et à l'emploi.

En ayant pour principal objectif de renforcer et de soutenir des services régionaux et nationaux dans les domaines de l'hydrométéorologie, des alertes précoces et de la GRC, la CEDEAO et ses partenaires au développement, accompagnés par la Banque mondiale et la GFDRR, ont lancé le **Forum Hydromet et la plateforme de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO** en septembre 2018. Pour la première fois, des gouvernements ouest-africains, le milieu universitaire, des organisations de la société civile, des partenaires internationaux et le secteur privé ont travaillé ensemble, par le biais de la plateforme et du Forum, pour **intégrer les initiatives régionales de prévention des risques de catastrophes et pour mettre pleinement en œuvre la politique de PRC de la CEDEAO et le plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030**.

C'est lors du Forum qu'a été lancée l'**initiative Hydromet de la CEDEAO**. Celle-ci vise à consolider l'observation, la transmission, l'interprétation et la diffusion de données et d'informations hydrométéorologiques pour divers secteurs, partant de l'agriculture et de la pêche à petite échelle, à des secteurs de grande envergure comme ceux de l'aviation et des transports, et pour tous les Ouest-africains. L'initiative renforcera les services d'hydrométéorologie, d'alertes précoces et de gestion des risques de catastrophes, pour faire en sorte que les ressources climatologiques, météorologiques et hydrologiques puissent favoriser la croissance et la prospérité des particuliers et des communautés en Afrique de l'Ouest, au lieu d'y nuire.

Cela fait toute la différence pour les utilisateurs finaux des services hydrométéorologiques, qu'il s'agisse de pêcheurs, d'agriculteurs ou de petites entreprises rurales, aux habitants de villes très animées, de sorte que des secteurs comme l'agriculture, le commerce et le tourisme, cruciaux pour le développement économique, apportent aux Ouest-africains les moyens de prospérer.



Forum Hydromet et plateforme de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO.

Crédit photo : Banque mondiale



Idanre Hill, Nigeria.
Credit photo: iStock



Le programme au sein de l'IGAD

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD) rassemble huit États membres de l'Afrique de l'Est, couvrant une population d'environ 230 millions d'habitants, à savoir : Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Son mandat est de diriger le dialogue politique général sur la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et les affaires humanitaires dans ces pays.

Près de 70 % de la région de l'IGAD est constituée de zones arides et semi-arides, qui reçoivent moins de 600 mm de pluie par an, ce qui a pour effet de rendre l'agriculture (la principale activité économique) vulnérable aux impacts du changement climatique et de fragiliser la sécurité alimentaire. En 2011, la pire sécheresse des 60 dernières années s'est abattue sur la région, attestant des effets dévastateurs du changement climatique.

L'unité de GRC de l'IGAD est hébergée au Centre de prévision et d'application climatique de l'IGAD (*IGAD Climate Prediction and Applications Centre, ICPAC*), à Nairobi au Kenya. En 2016, l'IGAD a présenté son nouveau Cadre stratégique régional et son Plan de mise en œuvre pour 2016-2020, qui inscrit la résilience au cœur de l'approche de GRC. Ce plan stipule que l'IGAD favorisera la collecte de données sur le climat et la mise à disposition d'informations d'alerte précoce, ainsi que l'intégration d'informations climatologiques dans des secteurs clés. Il n'en demeure pas moins que donner suite à ces données pour assurer une prévention efficace des risques de catastrophes reste un défi à relever.

Trois composantes sont mises en œuvre au sein de l'IGAD au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

1. Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels ;
2. Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD ;
3. Renforcement de l'unité GRC de l'IGAD.

Activités au sein de l'IGAD, Exercice 2019

L'IGAD a continué de fournir à ses États membres une assistance technique en termes de réduction des risques de catastrophes, en renforçant leurs capacités en matière de PRC par le recours à des technologies d'observation de la Terre et d'informations géospatiales. Des orientations stratégiques ont également été fournies aux participants des Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique qui ont eu lieu en août 2018, en février 2019 et en mai 2019. Les participants représentant des institutions nationales de GRC et des représentants des médias, ont reçu des directives pour fournir aux acteurs nationaux du climat des informations sur les systèmes d'alerte précoce pour les phénomènes climatiques et les prévisions météorologiques.

Composante 1 : Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels

L'IGAD a fourni des orientations stratégiques destinées à renforcer les capacités de GRC et d'ACC de la région. Celles-ci se sont concrétisées par l'organisation de trois Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique (*Greater Horn of Africa Climate Outlook Forums* - GHACOF) consécutifs. Chaque Forum a été suivi d'une réunion du Comité consultatif technique sur la GRC de l'IGAD, afin d'assurer le suivi des activités planifiées de GRC, de rendre compte des progrès récents accomplis dans les domaines de la GRC et de l'ACC et de fournir des possibilités de renforcement des capacités, portant notamment sur l'utilisation des technologies d'informations géospatiales et d'observation de la Terre (voir *Pleins phares* à la page 28).

- La **50^e édition du Forum GHACOF** a eu lieu à Kigali, au Rwanda, du 27 au 30 août 2018, et a réuni 23 personnes issues d'instances nationales de la GRC et des représentants des médias. Le Forum a publié un consensus sur les perspectives climatiques saisonnières régionales pour les mois d'octobre à décembre 2018. À l'issue de ce forum, les participants spécialistes en GRC ont pu fournir aux secteurs de leur pays tributaires du climat des informations sur des systèmes d'alerte précoce de phénomènes climatiques et des rapports pertinents sur les prévisions climatologiques et météorologiques.
- La **51^e édition du Forum GHACOF** a eu lieu les 12-13 février 2019 à Entebbe en Ouganda et a rassemblé 18 participants. Le Forum a présenté les prévisions climatiques saisonnières pour les mois de mars à mai 2019.
- La **52^e édition du Forum GHACOF** a eu lieu à Addis-Abeba en Éthiopie du 27 au 29 mai 2019, rassemblant un total de 128 participants. Au cours de ce forum, les prévisions climatiques pour la période de juin à septembre 2019 ont été présentées et les points focaux de GRC ont discuté des implications sectorielles de ces prévisions. La réunion a également été l'occasion d'informer les membres de l'IGAD sur les progrès accomplis en matière de mise en œuvre, en y ajoutant les enseignements tirés et les difficultés rencontrées.

L'unité GRC de l'IGAD a également travaillé au développement des capacités de quelques-uns de ses États membres dans les domaines de l'évaluation et de la surveillance des aléas en utilisant des technologies de surveillance de la Terre et de systèmes d'information géospatiales afin de renforcer les efforts de PRC dans chacun des pays concernés. En partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Programme d'applications satellitaires opérationnelles des Nations Unies, plusieurs formations ont eu lieu entre octobre 2018 et mars 2020 en Éthiopie, au Soudan du Sud, en Somalie, au Soudan et en Ouganda, auxquelles ont assisté 122 participants au total, dont 48 femmes.

Formation en Somalie
(à gauche), au Soudan
(au centre) et au
Soudan du Sud (à
droite).

Crédit photo : IGAD



Composante 2 : Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD

Promotion d'agriculture à résilience climatique dans la région de l'IGAD.

Crédit photo: Banque Mondiale



Les activités destinées à renforcer **les capacités de coordination de l'IGAD et à faire progresser le programme régional en matière de GRC** ont abouti au lancement des consultations des pays de l'IGAD sur l'élaboration d'un **cadre régional sur la gestion des risques d'inondations**. Des rapports de pays ont été présentés sur le niveau de risques de l'aléa inondations dans les États membres de l'IGAD.

D'autre part, les activités liées à la mise en œuvre de **l'agriculture intelligente face au climat** se sont poursuivies et ont comporté des formations destinées aux agriculteurs sur la dynamique de groupe et les coopératives ainsi que sur le mécanisme d'appui technique en agronomie. Au cours de l'exercice 2019, un total de 203 agriculteurs ont été formés, dont 118 femmes et 85 hommes.

En plus de ces activités, plusieurs réunions ont mis l'accent sur le renforcement de la coordination autour de sujets spécifiques liés à la GRC et à l'ACC dans la région.

- La réunion consultative régionale de l'IGAD sur l'élaboration d'une **stratégie régionale relative à la gestion des risques d'inondations** s'est tenue les 13-14 décembre 2018, à Nairobi au Kenya, et a réuni 25 experts en eau des ministères responsables des ressources hydrologiques des États membres. Ces experts ont apporté leur contribution à l'élaboration de lignes directrices pour la mise en place d'une stratégie régionale de gestion des inondations au sein de l'IGAD et de ses États membres.
- Plusieurs formations à **l'évaluation des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement post-catastrophe** ont eu lieu entre février et mai 2019 à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya, profitant à un total de 137 personnes, dont 43 femmes. Ces formations se sont concentrées sur la transmission des savoirs et des compétences en matière d'approches et de méthodes relatives à l'évaluation des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement dans l'optique de constituer un groupe de professionnels et de fonctionnaires capables de réaliser leurs propres évaluations sur le terrain.



Participants à la formation PDNA/DRF à Nairobi au Kenya, en mai 2019.

Crédit photo : Banque mondiale

Pleins phares : Favoriser le dialogue et la coordination régionale et multisectorielle portant sur la prévention des risques de catastrophes en Afrique de l'Est

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015-2030 reconnaît le caractère essentiel de la coopération régionale, sous-régionale et transfrontalière pour soutenir les efforts des autorités nationales et locales à réduire la vulnérabilité aux aléas naturels. La mise en œuvre de ces recommandations a pris de multiples formes, notamment par l'organisation de forums régionaux en vue d'assurer le dialogue, la coordination et la mise en œuvre des mesures de PRC sur un plan multisectoriel. C'est ce qui s'est passé dans la région de l'Afrique de l'Est, sous l'impulsion de l'IGAD.

À titre d'exemple d'action visant à favoriser la coopération régionale en matière de PRC, les États membres de l'IGAD se réunissent tous les quatre mois pour assister aux Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique (GHACOF). Les forums GHACOF présentent les **perspectives sur la climatologie saisonnière pour la région de l'IGAD**. Ils sont l'occasion pour un large éventail de points focaux du secteur de la GRC (experts en eau, en agriculture, en élevage, etc.) de discuter des implications des prévisions météorologiques quant aux risques de catastrophes, ainsi que des besoins de préparation. Ils réunissent des agences météorologiques, des organismes de gestion des risques de catastrophes ainsi que des organisations partenaires des 11 pays de l'IGAD pour traiter de questions sur les prévisions climatiques et météorologiques.

En plus d'organiser des forums régionaux, l'IGAD fournit également des formations ciblées. Par exemple, en marge des Forums GHACOF, l'IGAD réunit des parties prenantes clés pour qu'elles échangent sur les progrès récents réalisés dans les domaines de la GRC et de l'ACC et pour les former sur des sujets spécifiques, tels que l'utilisation de technologies d'observation de la Terre et d'informations géospatiales ou le suivi de la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Ces formations dotent les participants des connaissances et des compétences requises pour le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des sept objectifs du Cadre de Sendai pour la prévention des risques de catastrophes et ses dimensions connexes qui relèvent des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ces événements et réunions régionales soulignent bien l'importance des rencontres entre les parties prenantes de l'IGAD spécialisées dans la PRC et la GRC pour partager leurs expériences intrarégionales en matière de gestion des risques de catastrophes et des risques climatiques. Ils servent aussi à rappeler l'aspect crucial que revêtent les recommandations produites par ces événements régionaux à mesure qu'elles sont envisagées et mises en œuvre au niveau national.



Les participants lors du forum GHACOF 50 à Kigali au Rwanda.

Crédit photo : IGAD



Le programme au sein de la SADC

La Communauté de développement d'Afrique australe (*Southern African Development Community, SADC*) rassemble 15 États membres de l'Afrique australe, d'une population totale d'environ 260 millions d'habitants, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Son objectif est de réduire la pauvreté et de favoriser le développement socio-économique, la paix et la sécurité au moyen d'actions de coopération et d'intégration régionale.

La SADC a beaucoup progressé dans la réalisation des objectifs de développement. Les progrès sont toutefois disparates d'un pays à l'autre et le développement en cours est menacé par les risques croissants de catastrophes naturelles. Depuis 2000, la fréquence, l'ampleur et l'impact de la sécheresse et des inondations ne cessent d'augmenter, et le changement climatique pose des problèmes supplémentaires pour des États insulaires tels que les Seychelles.

La SADC a relevé les grands points d'achoppement pour la GRC dans la région, notamment le sous-financement et le manque de coordination des cadres institutionnels pour la PRC aux différents échelons de l'administration, l'absence d'évaluations et d'analyses des risques complètes et mises à jour continuellement et la faiblesse des systèmes de gestion de l'information et des connaissances. En novembre 2016, les ministres de la SADC chargés de la GRC ont adopté la Stratégie régionale de préparation et d'intervention en cas de catastrophes, qui s'appuie sur le programme de GRC approuvé en 2008 par le sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC et en 2009 par le Conseil de la SADC. Devenue opérationnelle en novembre 2009, l'unité de PRC de la SADC se charge de la coordination des programmes régionaux de préparation et d'intervention en matière d'aléas et de catastrophes transfrontaliers, en travaillant en étroite collaboration avec le Centre de services climatologiques de la SADC.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la SADC au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

1. Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région ;
2. Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la PRC ;
3. Renforcement du programme régional de plaidoyer sur les politiques et le renforcement des capacités de PRC ;
4. Renforcement de l'intégration de la PRC dans le plan et les stratégies de développement ; et
5. Renforcement des capacités de mise en œuvre et de coordination au Secrétariat de la SADC.

Activités au sein de la SADC, Exercice 2019

La SADC a organisé une formation des responsables de la gestion des catastrophes sur les systèmes de prévision météorologique et d'alerte précoce avec le Centre africain d'études de catastrophes et la « North West University » d'Afrique du Sud en août 2018. Une nouvelle collaboration entre le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat) et le Centre technique sous-régional pour la gestion des risques de catastrophes, du développement durable et de la résilience urbaine a été lancée pour soutenir la planification de la résilience urbaine et fournir des conseils stratégiques à huit villes de la région de la SADC. De plus, un atelier régional sur la préparation au phénomène El Niño a eu lieu en Namibie en décembre 2018. La SADC a organisé plusieurs réunions et formations essentielles, notamment sur les évaluations des aléas et des risques de catastrophes après le passage du cyclone tropical Idai en mars 2019.

Composante 1 : Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région

Plusieurs activités ont été entreprises en vue de renforcer les capacités de la SADC en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, pour qu'elle soit mieux à même de soutenir ses États membres à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes, et pour qu'elles apportent un meilleur appui aux programmes régionaux et sous-régionaux de GRC. Il s'agissait, entre autres :

- Dans le cadre de la collaboration avec le Centre africain d'études de catastrophes de la « North West University » (NWU) en Afrique du Sud, une **formation** pour les responsables de la gestion des catastrophes sur **les systèmes de prévisions météorologiques et d'alerte précoce** s'est déroulée du 27 au 31 août 2018 à Potchefstroom en Afrique du Sud. La collaboration avec l'université NWU soutient les efforts de la SADC à professionnaliser la formation continue dans le domaine de la GRC. Cette formation a été suivie par 16 participants, dont 7 femmes, issus des États membres de la SADC et d'ONG de la région.
- Du 17 au 19 décembre 2018, la SADC et le Gouvernement de la Namibie ont organisé le **Forum régional de préparation au phénomène El Niño** pour discuter des dernières projections et des impacts potentiels du phénomène El Niño dans la région de la SADC en 2019, ainsi que pour convenir d'actions communes et d'activités concertées au niveau régional en préparation pour la saison à venir. Au total, 68 experts des États membres de la SADC, du Secrétariat de la SADC, d'organisations régionales et internationales, ainsi que des acteurs humanitaires, ont assisté à cette rencontre de trois jours à Windhoek, en Namibie.
- En juin 2019, la SADC a organisé une réunion de coordination du **Comité permanent inter-organisations régional sur les catastrophes** (*Regional Interagency Standing Committee on Disasters*, RIACSO) qui a réuni des experts en GRC pour discuter des moyens de renforcer la coordination régionale dans les interventions suite aux cyclones qui ont touché la région de la SADC, ainsi que d'autres catastrophes telles que la sécheresse et le virus Ebola. La réunion a rassemblé 20 participants et porté sur les enseignements tirés du cyclone tropical Idai.

Formation à la NWU sur la politique, la planification et la législation en matière de PRC.

Crédit photo : SADC



Composante 2 : Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la PRC

Une nouvelle **collaboration à l'appui de la planification de la résilience urbaine et pour fournir des conseils stratégiques à huit villes dans la région de la SADC** a été lancée entre la SADC, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-Habitat) et le centre technique sous-régional de Gestion des risques de catastrophes, de développement durable et de résilience urbaine (DiMSUR) basé à Maputo, au Mozambique.⁵ Le centre combinera les travaux d'analyse à l'appui d'instruments d'urbanisme au niveau régional et donnera des conseils aux villes en vue d'élaborer des plans d'évaluation de la résilience de la ville. Les premières discussions qui ont eu lieu à Gaborone, au Botswana, ont porté sur la sélection des cas, des pays participants et des villes.

Composante 3 : Renforcement du programme régional de plaidoyer sur les politiques et le renforcement des capacités de PRC

Du 19 au 23 novembre 2018, la formation régionale de la SADC dispensée à l'Université du Botswana à Gaborone a porté sur le thème du **plaidoyer, de la gestion et diffusion de l'information dans le domaine de la PRC**. Cette formation a été organisée conjointement par l'Université du Botswana, la NWU et la SADC. Elle a été suivie par 23 experts des administrations publiques des États membres de la SADC et d'ONG, qui ont renforcé leurs connaissances et partagé les bonnes pratiques pour des stratégies efficaces de plaidoyer et de gestion de l'information dans le domaine de la PRC.



Exercice pratique
dans le cadre de la
formation de la SADC
en novembre 2018

Source : North West
University et l'Université
du Botswana

⁵ DiMSUR a reçu le soutien du programme ACP-UE NDRR entre 2013 et 2015. Pour plus d'informations, voir <https://bit.ly/2VN20xt>.

Composante 4 : Renforcement de l'intégration de la PRC dans les plans et les stratégies de développement

Les activités suivantes ont contribué à fournir une plateforme de plaidoyer et à améliorer la coopération et le travail en réseau entre les établissements techniques régionaux et nationaux de la SADC.

- Un **atelier régional de la PRC**, qui s'est déroulé du 26 au 28 juin 2019 à Windhoek, en Namibie, a fourni une plateforme pour (i) échanger avec les États membres sur les catastrophes qui ont récemment touché la région de la SADC ; (ii) consulter les délégués des États membres sur le projet de Stratégie de résilience de la SADC ; et (iii) mobiliser les États membres sur les questions pertinentes à intégrer dans les politiques régionales et nationales, portant notamment sur la PRC sensible à la dimension du genre et sur une PRC basée sur les écosystèmes. L'atelier a réuni 66 participants, dont 19 femmes, et a été organisé en partenariat avec le Gouvernement de la Namibie, la NWU, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que Cowater-Sogema, qui ont contribué à différents aspects techniques des consultations.
- La **collaboration avec le secteur académique** en Afrique australe, coordonnée par la NWU, a également progressé. Du 25 au 29 mars 2019, une formation sur la politique, la planification et la législation en matière de PRC a eu lieu sur le campus de la NWU à Potchefstroom, en Afrique du Sud, à laquelle ont assisté 19 personnes, dont 8 femmes, de 10 États membres de la SADC. Cette formation était axée sur les principes de base de la planification de scénarios, de la formulation et de la mise en œuvre de politiques publiques, et de la révision législative. Elle a également été l'occasion pour les États membres de partager leurs expériences et leurs réflexions sur le cyclone Idai, ainsi que pour l'Afrique du Sud de discuter des enseignements tirés du processus d'amendement de la Loi sur la gestion des catastrophes du pays.

Pleins phares : Interventions suite au passage du cyclone tropical Idai qui s'est abattu sur la région de l'Afrique australe

En mars 2019, le cyclone tropical Idai s'est abattu à proximité de la ville portuaire de Beira au Mozambique. Le cyclone a balayé le reste du Mozambique pour poursuivre sa route vers l'intérieur des terres, affectant des régions du Malawi et du Zimbabwe. Il a provoqué des inondations généralisées et a eu des effets dévastateurs tant dans les zones urbaines que rurales, détruisant des infrastructures d'eau, d'électricité, de communication, de transport, des infrastructures sociales, ainsi que des maisons et des propriétés agricoles. À ce jour, plusieurs millions de personnes ont été affectées, avec l'anéantissement quasi complet des régions les plus sinistrées. Idai a été classé comme le pire cyclone à frapper la région de la SADC dans l'histoire récente. Cette catastrophe a été suivie quelques semaines plus tard par le passage du cyclone tropical Kenneth, qui s'est abattu sur la même région et a provoqué davantage de dégâts, affectant encore plus ces mêmes populations.

Le Secrétariat de la SADC a contribué à **coordonner et à suivre les interventions sur le terrain** et a réitéré la nécessité de renforcer la coordination en vue de favoriser des interventions complémentaires au niveau national. Les interventions en réponse au cyclone tropical Idai ont souligné le rôle essentiel dévolu à la SADC de collecter les données empiriques et de documenter les enseignements tirés pour renforcer la préparation aux catastrophes naturelles, ainsi que pour améliorer les efforts futurs en matière d'intervention et de coordination.

À la suite de la catastrophe, la SADC a poursuivi ses efforts pour **servir de plateforme de plaidoyer et pour améliorer la coopération et le travail en réseau entre établissements techniques régionaux et nationaux**. Le cyclone tropical Idai a rappelé combien il est essentiel de renforcer les capacités de la SADC en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, afin qu'elle soit mieux à même de soutenir ses États membres à prendre des décisions éclairées sur la résilience aux catastrophes.



Vue de Beira au Mozambique, suite au passage du cyclone tropical Idai en mai 2019.
Crédit photo : Dominic Chavez/Banque mondiale (disponible sur <https://bit.ly/2AWZews>)

Les partenaires du programme R2

GRUPE DES ÉTATS ACP

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est une organisation intergouvernementale créée par l'accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'accord de Cotonou (appelé « Accord de partenariat ACP-CE »), qui les lie à l'Union européenne. Le programme ACP-UE NDRR est opérationnel dans les pays et régions ACP.

Parmi les principaux objectifs du Groupe des États ACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, le groupe des ACP a pris l'initiative de lancer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Il y est parvenu en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre le groupe des ACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des régions aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des pays ACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Pour plus d'informations : www.acp.int

UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par un don de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

Les efforts de l'UE à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des régions, pays et communautés découlent de la stratégie de l'UE pour la prévention des risques de catastrophes (2011), du Plan d'action sur la résilience dans les pays sujets aux crises (2013) et du Plan d'action sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 (2016). Ces plans mettent en commun les ressources humanitaires et de développement afin de mettre en œuvre des initiatives phares telles que AGIR (Alliance mondiale pour la résilience dans le Sahel), SHARE (Aide à résilience de la corne de l'Afrique), AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique plus) ou DIPECHO. Par sa coopération avec le groupe des ACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés.

Pour plus d'informations : www.europa.eu

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

La GFDRR est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques.

Pour plus d'informations : www.gfdr.org



Kampala, Ouganda.
Crédit photo: iStockphoto

Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne - Résultat 2

Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles

17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique

Pour plus d'informations : www.gfdr.org

